

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 23 mars 2022
(Convocation du 15 mars 2022)

Aujourd'hui, le 23 mars 2022 à 15h00, le collège "membres fondateurs" dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

| | |
|--|----|
| Conseillers en exercice | |
| • Nombre | 20 |
| • Voix | 20 |
| Présents | |
| • Nombre | 15 |
| • Voix | 15 |
| Pouvoirs | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Majorité simple selon article 11.2 des statuts | |

| | |
|---------------------------|----|
| Suffrages exprimés | |
| Pour | |
| • Nombre | 15 |
| • Voix | 15 |
| Contre | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Abstention | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |

Etaient présents :

Mme Isabelle Antier, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Julien Dubois, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

Mme Nathalie Barrouillet, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Francis Dupouey

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



OBJET : Programme d'actions - Risques fluviaux - Programme d'actions 2022 - Modification de la fiche n°22 - Dispositif « mieux reconstruire après les inondations » : MIRAPI - Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation

Exposé des motifs :

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI). Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'identique de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (axe 5).

En sus des vallées de la Roya, la Tinée et la Vésubie dans les Alpes Maritimes, et sur proposition de la DDTM des Landes, le département des a été désigné comme territoire test pour le déploiement de ce dispositif. Les territoires éligibles à ce dispositif sont ceux des 59 communes landaises ayant été reconnu en état de catastrophes naturelles « débordement de cours et ruissellement » entre mai 2020 et décembre 2021.

Ces territoires ne sont pas tous situés sur le périmètre de l'EPTB. Toutefois, à l'exception de la communauté de communes de Mimizan, tous les EPCI-FP concernés sont membres de l'Institution Adour. Par ailleurs, d'un point de vue statutaire, l'EPTB peut intervenir sur un territoire dépassant le bassin de l'Adour.

Par courrier en date du 21 septembre 2021, la Préfète des Landes a sollicité l'EPTB pour le portage de cette opération qui se déroulera sur deux années, la première année étant mobilisée à l'animation initiale et la réalisation des diagnostics, la seconde à la réalisation des travaux et au bilan de l'expérimentation.

Une convention d'animation du programme expérimental MIRAPI a été signée le 30 novembre 2021 entre l'EPTB, l'Etat et le Département des Landes

A l'occasion du vote du programme d'actions 2022, le comité syndical a délibéré favorablement sur la fiche n°22 relative à la réalisation des diagnostics de réduction de vulnérabilité des biens à usage d'habitation. Celle-ci prévoyait un nombre de diagnostics estimé à 1 000. Le rajout par arrêté ministériel de 10 communes supplémentaires dans le périmètre du dispositif expérimental conduit à porter à 1 250 le nombre estimatif de diagnostics.

Au regard de ces éléments, il convient d'ajuster en conséquence la fiche 22 portant le coût prévisionnel de l'action à 1 250 000 € TTC.

Considérant la délibération n°134/2021 en date du 8 décembre 2021 de l'Institution Adour approuvant le programme d'actions 2022 dont notamment la fiche n°22,

Considérant la convention d'animation du programme expérimental MIRAPI signée le 30 novembre 2021 entre l'EPTB, l'Etat et le Département des Landes.

LE COLLEGE "MEMBRES FONDATEURS"

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter la fiche n°22 du programme d'actions 2022,
- d'arrêter à 1 250 000 € TTC le coût total prévisionnel de cette opération pour l'année 2022,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel afférent,
- d'approuver le contenu de la fiche n°22 bis telle qu'annexée,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 23 mars 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

FICHE DE PROPOSITION n° 22 bis

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|-------------------------|--------------------------------|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Dispositif « mieux reconstruire après les inondations » : MIRAPI - réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation

Zone d'influence :

59 communes sur le département des Landes ayant été reconnue CATNAT « ruissellement » et « débordement de cours d'eau » entre mai 2020 à décembre 2021.

Description de l'opération :**Origine**

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI). Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'identique de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (axe 5).

En sus des vallées de la Roya, la Tinée et la Vésubie dans les Alpes Maritimes, et sur proposition de la DDTM des Landes, le département des a été désigné comme territoire test pour le déploiement de ce dispositif. Les territoires éligibles à ce dispositif sont ceux des 59 communes landaises ayant été reconnu en état de catastrophes naturelles « débordement de cours et ruissellement » entre mai 2020 et décembre 2021.

Ces territoires ne sont pas tous situés sur le périmètre de l'EPTB. Toutefois, à l'exception de la communauté de communes de Mimizan, tous les EPCI-FP concernés sont membres de l'Institution Adour. Par ailleurs, d'un point de vue statutaire, l'EPTB peut intervenir sur un territoire dépassant le bassin de l'Adour.

Par courrier en date du 21 septembre 2021, la Préfète des Landes a sollicité l'EPTB pour le portage de cette opération qui se déroulera sur deux années, la première année étant mobilisée à l'animation initiale et la réalisation des diagnostics, la seconde à la réalisation des travaux et au bilan de l'expérimentation.

Une convention d'animation du programme expérimental MIRAPI a été signée le 30 novembre 2021 entre l'EPTB, l'Etat et le Département des Landes

Buts

Réduire la vulnérabilité des habitations en proposant des solutions de protection adaptées.

Contenu

Appel à un prestataire pour la réalisation des diagnostics.

Echéance - Délais :

Durée de l'opération estimée à 24 mois à partir de janvier 2022.

Coût de l'opération : € TTC

Coûts de prestation pour la réalisation de diagnostics de vulnérabilité par un prestataire :
1 250 000 € TTC pour un nombre de diagnostics estimé à 1 250.

Plan de financement prévisionnel :

Prestation externalisée (diagnostics) :

| Restation externalisée (diagnostics) : | | |
|--|------|-------------|
| Organisme | Taux | Montant TTC |
| État (fonds Barnier) | 80% | 1 000 000 € |
| Propriétaires | 20 % | 250 000 € |
| EPCI-FP et Dpt 40 (si complément de leur part) | | |
| TOTAL | | 1 250 000 € |

Plan de situation :